

Eau et Résilience : Les stratégies des dominants en question

Le postulat de l'invitabilité de la pénurie des ressources en eau est la base d'une justification "réaliste" du principe de résilience. Or, la résilience est clairement asservie à l'intérêt de compétitivité des plus puissants. En réalité, la sécurité qui compte est celle visant à créer les conditions minimales pour assurer la sécurité pour tous les membres de la communauté humaine, pour tous les habitants de la Terre et pour toutes les espèces vivantes. Par Riccardo PETRELLA, H2o mars 2020.

EAU & RÉSILIENCE

Les stratégies des dominants en question

Le postulat de l'invitabilité de la pénurie des ressources en eau est la base d'une justification "réaliste" du principe de résilience. Or, la résilience est clairement asservie à l'intérêt de compétitivité des plus puissants. En réalité, la sécurité qui compte est celle visant à créer les conditions minimales pour assurer la sécurité pour tous les membres de la communauté humaine, pour tous les habitants de la Terre et pour toutes les espèces vivantes.

Riccardo PETRELLA professeur d'université, membre de l'Académie européenne des sciences et des arts

fondateur du Groupe de Lisbonne

ainsi que du Comité International pour le Contrat Mondial de l'Eau

publication initiale - Wall Street International Magazine

H2o - mars 2020

À

L'eau de la planète est dans un état de plus en plus critique, déstabilisé, dévastant. Jadis limitée à certaines régions du monde, la sécheresse se manifeste partout, même en Amazonie. Les inondations récurrentes étaient spécifiques à des territoires, voire à des Pays (les Chinois en savent quelque chose et, à une moindre échelle, les Bruxellois). Aujourd'hui, elles ont pris domicile partout et "jouent" avec les sécheresses qui fait plus de ravages. Loin de diminuer, voire disparaître, les normes inégalitaires actuelles dans l'accès à l'eau bonne pour la vie sont destinées à s'aggraver qui montre cruellement comment les habitants de la Terre ne sont pas égaux face au droit à la vie et n'habitent pas la Terre dans la même dignité et liberté.

La pénurie d'eau, scénario inévitable ?

La pénurie - entendre : il n'y aura pas d'eau en suffisance pour tout le monde - est donnée comme le scénario non seulement le plus probable, mais inévitable. D'après les estimations des agences compétentes de l'ONU et du GIEC

(Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat), "la crise mondiale" de l'eau ne serait qu'à son commencement. [1] D'ici la fin du siècle, on annonce une planète assoiffée. Environ 400 villes parmi les plus peuplées au monde seraient à sec d'ici 2050. À l'opposé, on estime que 570 villes importantes seront concernées par l'invasion des eaux inondées à cause de l'élévation du niveau des mers liée à la fonte des glaciers et des calottes polaires. [2] De nombreux fleuves, rivières et lacs du monde sont déjà malades, en voie d'assèchement ou de disparition en raison des prélèvements excessifs et de la grave contamination et pollution d'origine agricole, industrielle et minière subie surtout au cours du siècle dernier. [3]

Après plus de 60 ans de croissance économique mondiale, on aurait cru, comme promis et préchanté dans toutes les églises de l'économie capitaliste de marché, que la richesse du monde aurait contribué à résoudre les grands problèmes de l'appauvrissement et des inégalités dans l'accès aux biens et services essentiels pour la vie. En lançant en 1977 la première Décennie internationale de l'Eau (1981-1990), l'ONU et la Banque mondiale n'avaient-elles pas annoncé que l'objectif était d'assurer l'accès à une quantité minimale de litres d'eau potable par jour pour tous les habitants de la Terre ?

Effectivement, la richesse mondiale (PNB mondial) est passée de 16 000 milliards de dollars en 1960 à 87 200 milliards en 2018 (4,6 fois plus, alors que la population mondiale a augmenté de 4 à 7,6 milliards, moins que le double). [4] Mais, selon les derniers chiffres publiés par l'ONU concernant 2018, il y a toujours sur la Terre 2,1 milliards de personnes sans accès à l'eau potable par des installations "améliorées". Cela signifie que leurs sources d'eau sont contaminées ; 4,1 milliards sans accès à des installations sanitaires "protégées". Concrètement, ils font leurs besoins dans la rue ; plus de 4 milliards sans accès régulier et suffisant à l'eau saine au moins pendant un mois, voire plus, au long de l'année. [5]

Où est allée la richesse du monde ?

Les chiffres sont intolérables. Elle est allée surtout dans les bourses des 2 153 milliardaires (année 2019), en constante croissance depuis plus de 30 ans, qui possèdent désormais autant de richesse que 4,6 milliards d'habitants de la Terre ! [6] Et cela grâce, entre autres, à une politique de réduction des taxes directes sur le revenu et la fortune et à la libéralisation de l'évasion fiscale (paradis fiscaux). Elle est allée aussi, sans difficultés, dans les coffres-forts des producteurs et marchands d'armes. Les dépenses militaires mondiales par an en 2018 ont atteint le chiffre record de 1 trillion (mille milliards) et 822 milliards de dollars. [7] En revanche, les dépenses supposées nécessaires pour assurer l'accès universel à l'eau potable pour tous (25 litres par jour pour les populations des pays "en voie de développement" !) n'ont jamais atteint les 180 milliards de dollars par an pendant 10 ans (1 800 milliards) que la Banque mondiale en 1991 avait estimé représenter le minimum de l'investissement mondial additionnel dans le domaine de l'eau, du logement, de la santé !

Et toi, Déclaration universelle des droits de l'Homme, dans quel endroit caché de la Terre t'a-t-on abandonnée ?

Pourtant les rendements financiers des fonds d'investissement bleus, ceux destinés au financement des entreprises actives dans le domaine de l'eau, ont toujours été en croissance depuis le lancement en l'an 2000 du premier fonds bleu par la banque privée suisse Pictet. [8] Le détournement de la richesse mondiale au profit d'une infime minorité de puissants détenteurs de capitaux n'a d'égal que l'accaparement des terres et des eaux d'Afrique, d'Amérique latine et ailleurs qui, depuis les années 1990, continue imperturbable et représente sous des formes différentes une nouvelle phase de colonisation/exploitation des autres (le grand nombre) par les uns (petit nombre). Les nombreux "fossés" dont le monde est fracturé (le dernier est le "Human Divide" liée à l'intelligence artificielle) sont devenus l'objet de préoccupations majeures des éditorialistes des médias dominants.

Pourquoi la résilience préchantée n'est pas la bonne réponse ?

C'est dans le contexte ci-dessus d'écrit qu'il convient de "situer" la question de la stratégie de la résilience en tant que réponse aux enjeux et problèmes posés par les dérèglements environnementaux et socio-économiques, en particulier par la raréfaction de l'eau. Or, dans une réflexion préalable sur la stratégie de la résilience, [9] nous avons énoncé, sans analyser, une série de limites :

- le postulat de l'invitabilité qui justifierait dès le départ la fracture duale entre résilients et non résilients ;
- la contribution à une distorsion socio-politique dans l'identification et la définition de l'enjeu majeur concernant l'eau qui n'est pas la sécurité autocentrée, corporative et excluante, mais la sécurité/responsabilité collective de la vie de tous les habitants de la Terre ;
- l'espace socio-spatial restreint (dimensions technologiques et économique-financières essentiellement) auquel la résilience conduit en réduisant la solution de la raréfaction à un problème de gestion efficiente de la relation marchande entre la demande (en croissance) et l'offre d'eau douce (forcément stable, insuffisante par rapport à la première), et enfin,
- la faible cohérence de la réponse résiliente à la triple question de la sacralité, gratuité et universalité de la vie (et, du droit à l'eau) de tous les êtres vivants (non seulement humains mais aussi espèces animales, végétales...).

Le postulat de l'invitabilité de la pénurie est la base de la justification "réaliste" du principe de résilience. Il constitue cependant, une supposition plausible uniquement si les responsables du monde pouvaient démontrer qu'il est concrètement impossible de prendre les mesures nécessaires pour arrêter l'action des facteurs générateurs de la raréfaction de l'eau (dérèglement écologique et marchandisation, privatisation et financiarisation spéculative de l'eau et des services hydriques). Or, même les travaux du GIEC (auxquels participent plus de 2 500 scientifiques de la planète) confirment qu'il est possible de réduire en-dessous de 2 °C la croissance de la température moyenne mondiale de l'atmosphère en baissant d'ici 2050 les émissions des gaz à effet de serre au niveau dit "zéro-net". Un tel objectif réduirait le réchauffement de l'atmosphère et ses conséquences, dont les effets sur l'eau sont parmi les plus significatifs en termes d'impacts sur le fonctionnement de la vie de la Terre. En outre, rien n'empêche de renverser les processus de marchandisation et privatisation.

La deuxième limite nécessite une réflexion sur la distorsion du sens que l'on donne au concept de sécurité hydrique. Tout confirme (travaux scientifiques, définition des priorités par les pouvoirs politiques et sondages auprès des citoyens...) que l'enjeu numéro un est constitué par la sécurité de l'eau, aussi bien en termes d'approvisionnement et d'accès à l'eau dans la quantité et la qualité nécessaires pour la vie qu'en termes de sauvegarde et promotion du bien-être écologique des eaux de la planète. Or, actuellement, la vision que nos sociétés et populations ont de la sécurité de l'eau est essentiellement autocentrée, excluante. D'une part, au niveau des individus et des communautés humaines, l'accent est mis sur la sécurité pour son propre bien-être et survie ("l'eau dans ma ville, dans ma région"). On exalte aussi la "sécurité nationale" au niveau international surtout en fonction des intérêts économiques dits "nationaux" (qui ne correspondent pas souvent aux intérêts de tous les habitants du pays). D'autre part, au niveau des acteurs économiques, c'est la priorité donnée aux intérêts corporatifs. Chaque secteur économique, chaque entreprise ou banque, ne pense qu'à la sécurité pour le maintien, la prospérité et la croissance de son activité (tel est le sens de la sécurité hydrique pour Nestlé, Danone, Unilever, Coca-Cola, Buitoni, Bayer, Syngenta, Bouygues, IBM, Microsoft, Rio Tinto, BHP, Shell, ExxonMobil, Total...). [10]

Or, la stratégie de la résilience favorise l'acceptation de cette conception de la sécurité et donc les choix politiques et économiques des dominants. Toute entreprise se considère légitime à viser sur sa puissance financière, industrielle et technologique pour assurer sa subsistance et son adaptation et modification aux chocs hydriques. De même, chaque État cherchera à maintenir sa légitimité et son rôle identitaire en privilégiant la résilience "nationale", du pays. La résilience

asservie à l'impératif de la compétitivité des plus puissants. S'agit-il d'une nouvelle manière de parler et pratiquer la compétitivité ? Assisterons-nous au même piège dans lequel la compétitivité "nationale" des entreprises pour la croissance et la conquête guerrière des marchés a fait ruiner la politique de l'emploi, la sécurité sociale et le rôle des syndicats ouvriers ?

La sécurité qui compte ne peut être, en revanche, que celle de la sécurité/responsabilité mutualiste et coopérative à créer les conditions minimales pour assurer la sécurité pour tous les membres d'une communauté humaine, pour tous les habitants de la Terre, pour toutes les espèces vivantes. L'histoire montre que l'opposé de cette sécurité - la sécurité militaire, qui postule que les plus puissants survivent car ils dominent - signifie nécessairement la mort des autres, considérés des ennemis (potentiels et réels). Pour cette raison, la paix n'est pas l'absence temporaire de guerre, mais la mise hors-la-loi de la guerre. Il en va de même de la sécurité hydrique : elle ne peut pas être la mort des non-résilients et la survie temporaire des résilients. Elle est la promotion et la sauvegarde des conditions minimales indispensables pour la vie pour tous en égale dignité.

Ils ont par conséquent raison, celles et ceux qui, à la lumière de leurs expériences concrètes de "gouvernement" de l'eau au niveau local/régional, soulignent le rôle fondamental à jouer dans le système politique par l'intégration entre écologie et économie et sont concernés par les changements structurels à apporter aux systèmes actuels axés sur la production de la vie et des biens communs mondiaux publics tels que l'eau, opérée jusqu'ici au nom de la croissance, de la compétitivité, de l'efficacité, de l'enrichissement.

Ils ont aussi raison de soutenir que la résilience ne saurait être que collective, commune et générale. Collective, comme la liberté : on est libre tous ensemble, sinon il n'y a pas de liberté. Commune, comme la justice : l'égalité dans les droits et la dignité des responsabilités est essentielle, sinon il n'y a pas de justice. Générale, comme la démocratie : le pouvoir est diffusé partout, capillaire, il est transparent, fluide, sinon il n'y a pas de démocratie. La désaffection des citoyens envers la démocratie, c'est parce qu'ils se rendent compte qu'ils ont été expropriés de leur "représentation" et qu'ils ne participent pas directement aux décisions et au pouvoir de régulation.

Ils ont raison, enfin, d'affirmer que la résilience doit être définie en tant que "ensemble de mesures et actions collaboratives et mises en œuvre collectivement permettant d'augmenter la résilience et la solidité de structures sociales à des chocs crises". [11] D'où l'intérêt à bien distinguer et valoriser, au niveau de la gestion concrète, la résilience organisationnelle (structures de coopération et de décision non compétitives), la résilience fonctionnelle (structures assurant des niveaux d'indépendance adéquate concernant l'approvisionnement et de l'usage des ressources) et la résilience économique (structures d'organisation des "règles de la maison", mutualistes, plurielles, fédératives, flexibles).

Tout ce qui précède illustre visiblement que le chemin à accomplir est encore énorme si l'on veut aussi surmonter la troisième et quatrième limite de la stratégie de la résilience.

La troisième limite concerne l'espace socio-spatial réduit de référence de la résilience proposée actuellement. D'une vision marchande et productive prédominante de l'eau, le problème auquel doit faire face la résilience est réduit à un problème d'inadéquation de l'offre face à une demande croissante d'eau. Ainsi, les agences de l'ONU et le World Economic Forum prévoient qu'en 2050 le déficit hydrique sera de 40 % par rapport à la demande. [12]

Or, les ajustements possibles du côté de l'offre restent, par nature, plutôt limités. La quantité d'eau douce disponible de

la planète ne peut pas être augmentée. Le dessalement de l'eau de mer, par exemple, ne pourra faire croître que marginalement le volume de l'offre. Il en va de même des solutions technologiques visant l'amélioration de la productivité hydrique notamment en agriculture qui représente 70 % des prélèvements totaux mondiaux de l'eau. "More crops per water drop" a été le slogan usé par Syngenta ces dernières années pour faire croire que les entreprises agricoles pouvaient contribuer à résoudre le gap gestionnaire grâce à des mesures technologiques. Même son de cloche du côté de Coca-Cola qui promet de produire davantage de bouteilles par an de sa précieuse boisson car elle a signé un accord avec une entreprise californienne qui a inventé un processus de production de bouteilles plastiques demandant de 10 à 20 % moins d'eau pour les produire.

Les manœuvres sur l'offre ne pouvant offrir des solutions adéquates, il faut agir, dit-on, sur la demande dans le but prioritaire de réduire la consommation en éliminant les gaspillages, les pertes, les abus et, le cas échéant, en rationnant les concessions d'exploitation. À cette fin, l'un des leviers les plus efficaces, selon la pensée dominante, est et devra être le prix de l'eau, basé sur le principe de la récupération des coûts totaux, y compris la rémunération du capital, le principe (full cost recovery principle). Adopté au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, en Australie, en Allemagne, etc., ce principe est également la base de la philosophie et de la culture politique de la directive cadre européenne sur l'eau de l'an 2000. [12] Depuis, il est devenu le principe fondamental de "l'ordre hydrique mondial" (OHM) imposé par les dominants. [13] Une grande importance est attribuée aussi à un autre levier : le levier fiscal, dans le sens de la réduction des taxes et de l'augmentation des mesures d'incitation à l'investissement en innovations technologiques et gestionnaires, sans oublier le rôle majeur attribué aux marchés libéralisés et dérégulés de l'eau et des services hydrauliques pour la sélection des investissements efficaces. Voilà les idées maîtresses des dominants en la matière.

On peut facilement imaginer les formes de résilience que de telles conceptions et solutions seront capables d'enfanter et promouvoir. Ce ne seront certainement pas des formes cohérentes avec les principes de sacralité, gratuité et universalité du droit à l'eau et de la vie qui, à mon avis, devraient être inscrits sur les frontons des écoles et des universités du monde entier.

On souligne ainsi la quatrième et dernière limite de la stratégie de la résilience : l'absence totale de liens avec les principes de sacralité, de gratuité et d'universalité du droit à l'eau. En analysant les dizaines de rapports et ouvrages sur la sécurité hydrique d'organisations prestigieuses nationales et internationales (exemple le rapport de l'IAC, un organisme rassemblant les anciens chefs d'État et de gouvernement du monde), [14] ainsi que les agendas des États puissants tels que les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Japon, l'Inde, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Brésil, le Mexique, l'Indonésie, etc., il ne m'est jamais arrivé de tomber sur les mots sacralité de l'eau et gratuité des services essentiels pour la vie. J'ai noté aussi un abandon grandissant de toute référence au principe d'universalité du droit. Étonnant : plus on parle de capacités technologiques et de puissance économique à la base de la stratégie de la résilience et de prix de l'eau, plus les mots sacralité, gratuité et universalité disparaissent des narrations de l'eau et du langage quotidien des habitants de la Terre, à quelques exceptions près, comme celle des peuples dits indigènes.

La première partie de ces réflexions sur la résilience s'est terminée avec le rejet total de l'idée que les damnés de la Terre doivent être acceptés comme un futur inévitable. J'ai envie de conclure cette partie en disant qu'il faut combattre avec toutes nos forces contre les sociétés et les systèmes qui ont fait de la marchandisation de la vie (dans ce cas de l'eau) et de sa désacralisation le fondement de leur existence. L'extinction de la vie que nous connaissons commence par cela. —, —

À

À L'auteur

Professeur d'écologie humaine à l'Accademia di Architettura di Mendrisio (Suisse), Riccardo Petrella a été directeur du Centre européen de coordination de recherche en sciences économiques et sociales/UNESCO (Vienne, Autriche), puis directeur du Programme FAST (Forecasting and Assessment in Science and Technology) à la Commission des communautés européennes (aujourd'hui, Commission européenne). Il a fondé, en 1993, le Groupe de Lisbonne, en 1997, le Comité international pour le contrat mondial de l'eau et, en 2001, l'Université du Bien Commun. Il a également été, en 2017, le promoteur de l'Agora des Habitants de la Terre.

Dr honoris causa de huit universités en Suède, Danemark, Belgique, France, Canada, Argentine, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : *Limites à la compétitivité* (La Découverte, Paris ; Boréal, Montréal et Labor, Bruxelles) ; *Limit to Competition* (MIT Press, Boston) ; *Le bien commun* (Labor, Bruxelles) ; *Le manifeste de l'eau* (Labor, Bruxelles et Page, Lausanne) ; *The Water Manifesto* (ZED Books, UK) ; *Il diritto di sognare*, (Sperling & Kupfer, Milano) ; *Désir d'humanité*, (Labor, Bruxelles) ; *Pour une nouvelle narration du monde* (Cosociété, Montréal) ; *Au nom de l'humanité* (Couleur Livres, Mons).

À

À Resources

1. Rapport Mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2019. Ne laisser personne pour compte - WWAP (World Water Assessment Program), UNESCO, 2019

Water Scarcity - UN Water, 2019

2. Une vingtaine de grandes villes sont sous extrême pression. Parmi les cas plus fameux : Jakarta, Bangkok, Dacca, Chittagong, Shanghai, Shenzhen, Osaka, Le Cap, Lagos, Alexandrie, Abidjan... Selon le dernier rapport du GIEC plus de 300 millions de personnes sont sérieusement menacées d'abandonner leur localité et monteraient à 680 millions si le réchauffement de l'atmosphère devait dépasser 2 °C.

Voir aussi *La hausse des océans n'épargnera pas les grandes puissances mondiales* - Futura Sciences, août 2019

3. Tableau synoptique de l'état écologique des principaux fleuves et lacs du monde - Années 2010, à partir d'un travail de documentation réalisé en 2018 par Agostino Candito, pour RAMPEDRE et inclus, révisé, en tant que appendice dans Riccardo Petrella, *Le futur de l'eau, Conditions Couleurs Livre, Mons, 2020*, en voie de publication

4. Historical GDB by country statistics from the World Bank. 1960-2018

5. Progress on household drinking water, sanitation and hygiene, 2000-2017 - UNICEF, 2019

6. Celles qui comptent - Oxfam, janvier 2020

7. SIPRI Yearbook 2019 - Résumé en français

8. Le fonds Pictet a désormais plus de 4,4 milliards d'euros de capitalisation. Sa performance globale est de plus de 175 % depuis son lancement. Il investit dans l'approvisionnement et le traitement d'eau. Selon une étude de Foreign Economy, l'ensemble des fonds d'investissements dans l'eau se porte bien, affichant une croissance moyenne de 6 % au cours des 15 dernières années. Même si l'on inclut ces fonds parmi les "fonds éthiques", ne nous y trompons pas : ces fonds sont très rentables et les milieux financiers considèrent l'eau comme "the ultimate commodity", l'ultime commodité.

9. Riccardo Petrella, *La stratégie de la résilience. Solution ou désastre écologique ?* - Wall Street International Magazine, février 2020.

10. Voir les craintes sur la crise de l'eau exprimées par le monde du business lors du World Economic Forum -The Global Risks Report 2019

11. Module Résilience Hydrique. Région 2, 15 janvier 2020 - Document interne au groupe de travail sur la résilience hydrique créée en Belgique francophone par un groupe d'associations

12. Directive cadre européenne sur l'eau 2000/60/CE

13. Pour une analyse approfondie de l'OHM, voir Riccardo Petrella, Le futur de l'eau, op. cit.

14. Bigas, H. (Ed.), 2012. The Global Water Crisis: Addressing an Urgent Security Issue. Papers for the InterAction Council, 2011-2012. Hamilton, Canada : UNU-INWEH. Dans ce document, non seulement on insiste sur l'importance stratégique de l'eau, et donc de sa disponibilité, pour les activités économiques mais on fait place à une contribution qui soutient que la stratégie basée sur la concrétisation du droit universel à l'eau réduit les capacités de nos sociétés à résoudre la crise de l'eau.